



# ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

## Afghanistan

Question au Gouvernement n° 2730

### Texte de la question

M. le président. La parole est à M. Marcel Cabiddu, pour le groupe socialiste.

M. Marcel Cabiddu. Monsieur le ministre des affaires étrangères, l'épisode de la destruction des bouddhas géants de Bamyân par les talibans a réveillé une communauté internationale quelque peu résignée sur le cas afghan, en particulier sur le sort réservé aux femmes du pays. Celles-ci vivent sous la terreur: tout leur est interdit, à commencer par l'éducation, la vie active et l'accès à la santé. La situation que les talibans font subir aux femmes n'a pas d'équivalent dans le monde musulman. C'est la pire qui existe.

Pourtant, les talibans constituent une minorité: 30 000 à 50 000 sur une population afghane de 17 millions d'habitants. Mais ils ont les armes, le pouvoir et la force. Le régime reçoit en effet le soutien extérieur de quelques pays qui lui fournissent des armes et instruisent ses soldats. Avec la destruction des statues de Bouddha, on a vu récemment que les pressions et les sanctions économiques étaient inopérantes, voire contre-productives. Néanmoins, monsieur le ministre, ne pensez-vous pas qu'il serait fort utile qu'à l'initiative de la France ou de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations unies une pression forte soit exercée sur les pays concernés afin qu'ils cessent d'aider militairement les talibans ? (Applaudissements sur quelques bancs du groupe socialiste, du groupe communiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert.)

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires étrangères.

M. Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères. Monsieur le député, n'oublions d'abord jamais, quand on parle du drame afghan dans tous ses aspects, que ce pays est l'un des plus impénétrables au monde et qu'aucun de ceux qui ont tenté de le dominer - que ce soit la Grande-Bretagne ou l'URSS à une autre époque - n'y est parvenu.

Trente ans de guerre extérieure ou civile ininterrompue ont donné le résultat que nous connaissons: cette façon abominable dont sont traitées les femmes et plus généralement la population afghane.

Comme vous l'avez souligné, il est difficile d'avoir une influence directe sur l'Afghanistan car c'est un pays sans Etat et nous disposons ainsi de peu de leviers. Nous cherchons donc à utiliser tous les moyens d'influence sur les pays entourant l'Afghanistan, qui est particulièrement enclavé, pour faire évoluer les choses vers cette solution politique qu'un représentant spécial du secrétaire général des Nations unies recherche inlassablement. En attendant, nous soutenons une action humanitaire intense.

A l'heure actuelle, je le rappelle, le commandant Massoud, que j'ai tenu à recevoir personnellement - aucun ministre des affaires étrangères occidental ne l'avait fait jusqu'à présent -, contrôle seulement une partie du pays qui ne compte que 5 % des habitants. Ainsi, 95 % de la population, et donc l'immense majorité de femmes afghanes, vivent dans la zone dépendant des talibans. C'est ce qui explique qu'à la demande des ONG de terrain elles-mêmes, qui continuent à travailler dans des conditions difficiles, nous maintenons un minimum de relations avec ce pays. Nous sommes les seuls à apporter à cette population un peu d'oxygène à travers le contact, les soins, les médicaments et l'éducation. Mais, naturellement, nous continuons à rechercher une solution définitive. (Applaudissements sur divers bancs du groupe socialiste.)

### Données clés

**Auteur :** [M. Marcel Cabiddu](#)

**Circonscription** : Pas-de-Calais (11<sup>e</sup> circonscription) - Socialiste

**Type de question** : Question au Gouvernement

**Numéro de la question** : 2730

**Rubrique** : Politique extérieure

**Ministère interrogé** : affaires étrangères

**Ministère attributaire** : affaires étrangères

Date(s) clé(e)s

**Question publiée le** : 25 avril 2001, page 2167

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 25 avril 2001